

Après le marais Wiels, la Région doit sauver la friche Josaphat !

Le futur de l'humanité dépend directement de la biodiversité qu'elle saura préserver. L'humain ne pourrait se passer des services écosystémiques qu'elle lui rend. Il en va cependant de la biodiversité comme du réchauffement climatique : les scientifiques ont beau alerter sur l'urgence de ces enjeux, l'inertie du politique est patente (au-delà de belles déclarations d'intentions). L'écart reste donc énorme entre les discours et les actes, et la méconnaissance des problématiques précitées, voire l'indifférence du politique à leur égard, ne sont pas rassurantes.

Pour qu'un changement de cap se produise, il est indispensable que des villes dites "écologiquement progressistes" comme Bruxelles, puissent montrer l'exemple en prenant des engagements contraignants en faveur de l'arrêt de l'artificialisation des sols et du maintien de la biodiversité. Et, la friche Josaphat est le lieu idéal pour commencer à concrétiser ces deux objectifs : une zone-refuge de 24 ha. pour une faune et une flore menacées et agressées de partout ; et un relais indispensable dans le maillage vert de la région bruxelloise. C'est également un gîte d'étape et un couloir pour les oiseaux migrateurs. Or, cette friche court aujourd'hui le risque de disparaître purement et simplement, pour laisser place à un projet immobilier.

La potentielle adoption du PAD Josaphat (*Plan d'Aménagement Directeur Josaphat*) par le gouvernement bruxellois pourrait signifier la destruction rapide et irrémédiable de ce haut-lieu de la biodiversité bruxelloise et belge. Il s'agit donc d'un tournant, d'un moment décisif pour la politique environnementale du gouvernement bruxellois, lequel, notons-le, se paie de grands mots quand il évoque les problématiques du réchauffement climatique ou de la biodiversité.

L'arrêt de la procédure, la protection du site et la création d'une réserve naturelle accessible au public enverraient un message clair qui irait dans le sens de ce que les scientifiques du monde entier préconisent : à savoir un investissement réel et concret en faveur de la *préservation de la biodiversité*, du *renforcement de la résilience* et de *l'habitabilité des villes*, et enfin de la *protection de la santé mentale et physique* des habitants des zones urbaines.

À l'inverse, l'accélération du processus de destruction entamé en avril dernier par la création d'un 'parc provisoire' sur la friche (préfigurant la disposition des lieux prévue dans ce PAD à ce jour non validé) enverrait un message tout aussi clair aux citoyens : que le gouvernement bruxellois, sous prétexte de pénurie de logements (la rénovation et la réaffectation du bâti sont des façons, insuffisamment exploitées, d'en créer) et de pression démographique (de plus en plus contestée), n'entend d'aucune manière sérieuse enrayer la perte de biodiversité, ni contribuer de façon positive à la préservation de la nature en Belgique.

Il s'agit, donc, pour ce gouvernement, de décider si, oui ou non, une ligne rouge peut être tracée, et quelles solutions peuvent être mises en œuvre dès maintenant, en réponse aux problèmes sociaux (les inégalités, la pénurie de logements publics accessibles ...) et environnementaux (la perte de la biodiversité, l'artificialisation des sols, le réchauffement climatique...). Les citoyens retiennent leur souffle dans l'attente de la décision du gouvernement bruxellois, censé représenter leurs intérêts collectifs bien compris, à court, moyen et long terme, et agir en conséquence.

Jusqu'à présent, on a eu l'impression que ce gouvernement agissait dans une logique révolue, pour des intérêts particuliers ou des logiques financières ou budgétaires à court terme, sans considération pour des investissements durables, pour des politiques qui profitent réellement à la collectivité. La décision de la Région de racheter le "Marais Wiels" va dans la bonne direction et semble marquer une volonté de préserver certains espaces de nature à Bruxelles. La cohérence voudrait qu'une décision de ce type soit prise à Josaphat. Quelle que soit la décision, les citoyens sauront s'en souvenir et ne resteront pas inactifs.